

Service Santé et Protection Animale et de l'Environnement
190 avenue du Père Soulas
CS 87377 Cedex 4
34184 Montpellier

Montpellier, le 11/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PORTES ET APPRAT

DOM DE PORTES
34220 Saint-Pons-de-Thomières

Références : DDPP2024 00380
Code AIOT : 0053400948

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement PORTES ET APPRAT implanté DOM DE PORTES 34220 Saint-Pons-de-Thomières. L'inspection a été annoncée le 03/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PORTES ET APPRAT
- DOMAINE DE PORTES 34220 Saint-Pons-de-Thomières
- Code AIOT : 0053400948
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement S.A.S PORTES ET APPRAT est autorisé à exploiter un élevage de poules pondeuses régit par les arrêtés préfectoraux suivants : 2009-1-4267 du 31/12/2009 et 2014-I-1899 du 17/12/2014.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
2	Dispositions générales	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6	Sans objet
3	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Sans objet
4	Généralités	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10	Sans objet
5	Dispositions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	constructives	article 11 > II.	
6	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Sans objet
7	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Sans objet
8	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > I.	Sans objet
9	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24	Sans objet
10	Collecte et stockage des effluents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25	Sans objet
11	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement est contrôlé par diverses entreprises (APAVE, PUECH...). Les différents comptes-rendus de visites ne font pas l'objet de remarque et ou de défaillance sur les points contrôlés.

L'ensemble des documents demandés pour l'inspection ont été présentés. Certains doivent être mis à jour et détaillés (plan des zones à risques, procédure nuisibles).

Lors de l'inspection, il a été constaté l'absence de couverture sur la totalité du tapis roulant automatisé (conveyeur) entre le poulailler et la fumière P13 engendrant ainsi une pollution du milieu du fait du mélange des eaux pluviales avec les effluents d'élevage.

Suite à des travaux de modifications (diminution de la longueur et changement de trajectoire du convoyeur et couverture de celui-ci dans sa totalité) effectués en interne par les responsables d'élevage, les non-conformités constatées ont été résolues. Des photos à l'appui ont été transmises au service d'inspection.

Bonne prise en compte des non-conformités et bonne réactivité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, volaille
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage (cf. article 34). Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.

Constats : L'ensemble des documents mentionnés ont été présentés au service d'inspection et figurent dans les points de contrôles du présent rapport.
Observations : Certains documents doivent être revus afin d'effectuer une actualisation (procédure nuisibles) et doivent être développés (plan des zones à risques).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Dispositions générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6
Thème(s) : Élevage, volaille
Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté.
Constats : Établissement implanté dans une vallée boisée à l'écart d'habitations. L'ensemble du site est maintenu en bon état.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Élevage, volaille
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.
Constats : Les produits stockés au sein du centre de conditionnement sont dans un local dédié, fermé à clefs et sur bacs de rétention. Les fiches de données de sécurité des produits présents ont été observées : <ul style="list-style-type: none"> - INDAL TA 400 - BASO GV - BASO BIONIL 210 - produits présents dans les boîtes de dératisation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10
Thème(s) : Élevage, volaille
Prescription contrôlée :

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction.

Constats :

Les locaux observés pendant la visite d'inspection présentent un état d'entretien correct. Il n'a pas été constaté la présence d'amas de poussières, notamment dans le local du compteur électrique. Pour le suivi et la gestion des nuisibles, le contrat mis en place avec la société CTH n'a pas été reconduit. Une formation en ligne " référent nuisible IFS " dispensée par l'organisme de formation Agroalimentaire Conseil situé dans le 38 a été suivie en interne par le responsable d'élevage le 20/04/23. L'attestation de suivi de formation a été présentée lors de l'inspection.

Présence d'une procédure nuisibles dont la dernière mise à jour date de décembre 2021. Depuis il a été constaté une nette amélioration des mesures de prévention et de lutte.

Présence d'un plan de situation qui répertorie les lieux d'installation des différentes boîtes et appâts sur l'ensemble du site (poulaillers, centre de conditionnement).

Présence d'un tableau d'enregistrements qui précise le motif de remplacement des boîtes et leur gestion permettant ainsi une meilleure efficacité dans la lutte.

Observations :

La procédure écrite nuisibles devra être mise à jour suite au changement de gestion de lutte.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 11 > II.

Thème(s) : Élevage, volaille

Prescription contrôlée :

Les équipements de stockage et de traitement des effluents d'élevage visés à l'article 2 sont conçus, dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel.

Constats :

Présence de trois fumières correspondant aux trois bâtiments d'élevage. Elles sont construites en dur avec toit et dalle bétonnée étanche.

L'exploitation de la fumière 13 n'est pas satisfaisante car le tapis roulant automatisé d'acheminement des fientes (convoyeur) installé sur le côté du bâtiment n'est pas recouvert dans sa totalité engendrant ainsi un écoulement des fientes le long du toit (au niveau du "clocher ") et au sol se mélangeant avec les eaux pluviales. Présence d'eau chargée et colorée aux abords de la dalle bétonnée de la fumière.

Observations :

Suite à des travaux, la longueur du convoyeur a été diminuée et l'acheminement des fientes via le convoyeur a été modifié. Il ne passe plus par le côté mais rentre directement tout droit dans le bâtiment. L'ensemble du convoyeur est couvert.

Les travaux ont été effectués rapidement, en interne, par les responsables du site et ont fait l'objet de photos qui ont été envoyées au service d'inspection. Bonne prise en compte de la non-conformité et bonne réactivité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dispositions constructives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Élevage, volaille
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Présence de moyens de lutte contre l'incendie : <ul style="list-style-type: none">- une réserve d'eau de 10 000 L ;- une borne incendie au niveau du centre de conditionnement (aire de retournement) ;- de plusieurs extincteurs situés à différents endroits du site ; Le centre de conditionnement est équipé de dômes d'extraction de fumées (trappes de désenfumage) automatisés, d'un mur coupe-feu et d'un portail à fermeture automatique. Les extincteurs font l'objet d'une maintenance et de vérifications effectuées par la société PUECH Protection incendie. La dernière vérification périodique annuelle a été effectuée le 11/01/23 et a donné lieu à un rapport de maintenance qui a été présenté lors de l'inspection (rapport n°2201.006722). Cette visite a été consignée, datée et signée dans le registre de sécurité par l'entreprise. Présence d'un plan de masse identifiant la localisation des différents extincteurs sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dispositif de prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14
Thème(s) : Élevage, volaille
Prescription contrôlée : Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires. Un plan des zones à risque d'incendie ou d'explosion telles que mentionnées à l'article 8, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.
Constats : Les installations électriques sont vérifiées par la société APAVE dont la dernière intervention date du 27/10/22. Cette visite a donné lieu à un compte-rendu où il n'est fait état d'aucunes anomalies (rapport n°8687420.007). Un contrôle annuel de thermographie infrarouge est également réalisé et donne lieu à un rapport qui ne fait état d'aucune recommandation particulière. Il est simplement noté qu'il est nécessaire d'assurer un nettoyage régulier du poste haute tension et des armoires électriques.

<p>Cette venue a été consignée et enregistrée dans le registre. L'ensemble des documents mentionnés ont été transmis au cours de l'inspection.</p> <p>Le plan des zones à risques a été présenté mais le document n'est pas assez précis et ne permet pas d'identifier clairement le type de risque (incendie, explosion).</p>
<p>Observations :</p> <p>Le plan des risques doit être revu (dernière modification 03/18) et doit indiquer clairement l'ensemble des risques présents sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Collecte et stockage des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23 > I.</p>
<p>Thème(s) : Élevage, volaille</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanche et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les différents bâtiments d'élevage sont équipés chacun d'une fumière où les fientes sont acheminées à l'aide d'un tapis automatisé.</p> <p>Ces fientes sont retirées environ chaque 6 mois par la société FRAYSSINET SAS (81240) qui dispose d'un contrat listant un cahier des charges qui est reconduit chaque année et dont le contrat a été présenté pendant l'inspection pour la campagne 2022 - 2023 (du 01/05/22 au 30/04/23). Un relevé des quantités est établi chaque 6 mois sous la forme d'un tableau.</p> <p>Le tapis roulant d'acheminement des fientes n'est pas recouvert dans sa totalité et engendre l'écoulement et la chute des fientes au niveau du toit et du sol de la fumière P13. Le réseau d'acheminement n'est donc pas étanche dans sa globalité.</p>
<p>Observations :</p> <p>Suite à des travaux, la longueur du convoyeur a été diminuée et l'acheminement des fientes via le convoyeur a été modifié. Il ne passe plus par le côté mais rentre directement tout droit dans le bâtiment. L'ensemble du convoyeur est couvert.</p> <p>Les travaux ont été effectués rapidement, en interne, par les responsables du site et ont fait l'objet de photos qui ont été envoyées au service d'inspection. Bonne prise en compte de la non-conformité et bonne réactivité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 9 : Collecte et stockage des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24</p>
<p>Thème(s) : Élevage, volaille</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier.</p>
<p>Constats :</p>

<p>Les fumières sont couvertes et fermées sur les côtés.</p> <p>La dernière partie du tapis roulant servant à acheminer les fientes à la fumière P13 n'est pas couverte entraînant ainsi le mélange des eaux pluviales avec les effluents d'élevage et la présence d'eau colorée et chargée en matières organiques aux abords. Cette coloration anormale a été constatée lors de l'inspection du fait d'un temps pluvieux.</p>
<p>Observations :</p> <p>Suite à des travaux, la longueur du convoyeur a été diminuée et l'acheminement des fientes via le convoyeur a été modifié. Il ne passe plus par le côté mais rentre directement tout droit dans le bâtiment. L'ensemble du convoyeur est couvert.</p> <p>Les travaux ont été effectués rapidement, en interne, par les responsables du site et ont fait l'objet de photos qui ont été envoyées au service d'inspection. Bonne prise en compte de la non-conformité et bonne réactivité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Collecte et stockage des effluents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 25</p>
<p>Thème(s) : Élevage, volaille</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets directs d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence d'eau stagnante et chargée en matières organiques au niveau des abords de la fumière P13 constitués de terre (cf point de contrôle relevant de l'article 11).</p>
<p>Observations :</p> <p>Suite à des travaux, la longueur du convoyeur a été diminuée et l'acheminement des fientes via le convoyeur a été modifié. Il ne passe plus par le côté mais rentre directement tout droit dans le bâtiment. L'ensemble du convoyeur est couvert.</p> <p>Les travaux ont été effectués rapidement, en interne, par les responsables du site et ont fait l'objet de photos qui ont été envoyées au service d'inspection. Bonne prise en compte de la non-conformité et bonne réactivité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Déchets et sous-produits animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34</p>
<p>Thème(s) : Élevage, volaille</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>

Constats :

Présence d'un local d'équarissage dédié et réservé à cet usage qui est situé en contre-bas de la zone d'accès à l'élevage.

A l'intérieur du local, présence d'un bac réfrigéré (-5°C) étanche et fermé et facilement manipulable à l'aide d'un moyen mécanique.

Passage de la société d'équarissage ATEMAX de l'ordre d'une fois par semaine (jeudi de préférence).

Les derniers bons d'enlèvements ont été présentés (06/04, 13/04 et 20/04/23) ainsi que l'historique des collectes sur l'année pour la période du 24/04/22 au 24/04/23 (relevé via internet).

Observations :

Présence de 3 bidons de désinfectant de type bactéricide/virucide et fongicide " TH5 " sans bac de rétention.

Type de suites proposées : Sans suite